



**PREFECTURE
DE PARIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°75-2022-006

PUBLIÉ LE 4 JANVIER 2022

Sommaire

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris / Secrétariat

75-2022-01-04-00001 - additif 04 janvier 2022 à l'arrêté de subdélégation de signature de M.S.SCOTTO (4 pages)

Page 3

Direction interrégionale des services
pénitentiaires de Paris

75-2022-01-04-00001

additif 04 janvier 2022 à l'arrêté de
subdélégation de signature de M.S.SCOTTO

MINISTÈRE

DE LA JUSTICE

DE

L'ADMINISTRATION

PENITENTIAIRE

Libr. rté
Ègelitti

DIRECTION INTERREGIONALE

DES SERVICES PENITENTIAIRES DE PARIS

LE DIRECTEUR INTERREGIONAL

Affaire suivie par

ADDITIF

ARRETE portant subdélégation de signature par Monsieur Stéphane SCOTTO directeur interrégional par intérim des services pénitentiaires de Paris

Le directeur interrégional,

Vu la loi organique n ° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances modifiée par la loi organique n ° 2009-43 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1 , 39 et 44 de la Constitution (1) ;

Vu le code des marchés publics ;

Vu la loi n ° 2006-1666 de finances pour 2007 modifiée et notamment son article 39 relatif à la création d'un compte de commerce pour l'administration pénitentiaire ,

Vu le décret n ° 82-630 du 21 juillet 1982 modifié pris en application de l'article 3 du décret n ° 82-389 du 10 mai 1982 et de l'article 3 du décret n ° 82-390 du 10 mai 1982, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de l'administration pénitentiaire ;

Stéphane SCOTTO

Vu le décret n ° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n ° 2005-1490 du 2 décembre 2005 relatif à l'organisation financière et comptable des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ,

Vu le décret n ° 2006-1737 du 23 décembre 2006 portant application de l'article 39 de la loi n ° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » ;

Vu le décret du 29 décembre 2006 portant règlement de la comptabilité du ministère de la Justice pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu le décret n ° 2008-689 du 9 juillet 2008 relatif à l'organisation du ministère de la Justice modifié par le décret n ° 2010-1667 du 29 décembre 2010 •

Vu le décret n ° 2008-1489 du 30 décembre 2008 modifiant le ressort territorial des directions interrégionales des services pénitentiaires ;

Vu le décret du 22 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Marc GUILLAUME, préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris ;

Vu l'arrêté du 29 juin 2009 portant règlement de comptabilité au ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat pour la désignation d'ordonnateurs secondaires et de leurs délégués relevant du ministère de la Justice et des Libertés sur le programme n ° 309 : "entretien des bâtiments de l'Etat"

Vu l'arrêté du 24 décembre 2009 du ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat ,

Vu l'arrêté du Garde des Sceaux, ministre de la Justice, du 24 mai 2013 portant désignation des ordonnateurs secondaires du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » et de leurs délégués ;

2

Vu l'arrêté du Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Libertés, du 31 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 1er juin 2010 portant règlement de comptabilité du ministère de la Justice et des Libertés pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2021, portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire à Monsieur Stéphane SCOTTO, directeur interrégional des services pénitentiaires de Paris à compter du 10 mai;

Décide :

Article premier : l'article 2,5 et 8 de l'arrêté 75 2021090200010 du 02 septembre 2021 et modifiés comme suit ;

Article 2 : Subdélégation est donnée aux personnes suivantes, à l'effet de procéder , en qualité d'ordonnateur secondaire délégué des recettes et des dépenses, au nom du directeur interrégional des services pénitentiaires et dans les limites fixées par l'arrêté préfectoral susvisé, à l'ensemble des actes relatifs aux dépenses de personne (titre 2) du programme 107 :

- Mme Bénédicte RIOCREUX, cheffe d'établissement du Centre de détention de Melun
- M.Antonin GAYTON, adjoint à la cheffe d'établissement au Centre de Détention Melun

Article5 : Subdélégation est donnée aux personnes suivantes à l'effet de signer en qualité d'ordonnateur secondaire délégué des recettes et des dépenses au nom du directeur interrégional et dans les limites fixées par l'arrêté préfectoral susvisé l'ensemble des actes d'engagements de l'Etat (signature de bon de commande), de vérification du service fait relatifs au budget opérationnel du programme 107 titre 3,5 et 6 .

- Mme Bénédicte RIOCREUX, cheffe établissement au Centre de Détention de Melun

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris - ADDITIF -

SCOTTO

ARRETE portant subdélégation de signature par Monsieur Stéphane

-M.Antonin GAYTON, adjoint à la cheffe d'établissement au Centre de Détention de Melun

Article 8 : A titre dérogatoire pour des raisons exceptionnelles ou d'urgence concernant l'approvisionnement de produits de cantine pour le compte de commerce, subdélégation est donnée aux personnes suivantes, à l'effet de signer, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué des recettes et des dépenses, au nom du directeur interrégional et dans les limites fixées par l'arrêté préfectoral susvisé, l'ensemble des actes d'engagement de l'Etat (signature du bon de commande) et de vérification du service fait relatifs à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur le compte de commerce 912 "cantine des détenus et travail dans le cadre pénitentiaire" et rattachées au centre financier 912-SOI et 912- S02

-Mme Bénédicte RIOCREUX, cheffe d'établissement au Centre de détention de Melun

-M.Antonin GAYTON, adjoint à la cheffe d'établissement au Centre de détention Melun

Article 2 : Une copie de cet arrêté sera adressée au receveur général des finances, au directeur départemental des finances publiques de l'Essonne et aux fonctionnaires intéressés.

Article 3 : L'arrêté 75 2021090200010 du 02 septembre 2021 est modifié par le présent arrêté.

Article 4 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île de France, préfecture de Paris.

Fait à Paris, le 04 janvier 2022

Le Directeur Interrégional des services pénitentiaires de Paris

M.Stéphane SCOTTO

2

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris - ADDITIF -

SCOTTO

ARRETE portant subdélégation de signature par Monsieur Stéphane